

OBJECTIFS STRATEGIQUES ET OBJECTIFS GENERAUX

1.3.1. Maintien et renforcement de l'actuel régime fiscal pétrolier. Qui envisage de nombreux changements positifs à ce qui existait en 1998, voir le tableau suivant :

IMPOT	REGIME FISCAL 1998	REGIME FISCAL ACTUEL
ISLR	34,00%	50,00%
Privilège	1%-16,67%	30,00%
Impôt sur l'extraction	0,00%	3,33%
Impôt Bureau d'Exportation	0,00%	0,10%
Impôt sur la Superficie	0,00%	100UTXKM2%

1.3.2. Maintenir et renforcer les mécanismes efficaces de récupération des revenus excédentaire, à cause de l'augmentation extraordinaire et exorbitante des prix internationaux des hydrocarbures.

1.3.3. Etablir et développer un régime fiscal minier, comme mécanisme de récupération efficace de recouvrement des revenus de l'activité minière.

Impact des réformes de la législation fiscale et d'autres mesures .

(graphique)

1.3.3.1. Réguler et contrôler la production des minerais stratégiques.

1.3.3.2. Renforcer le régime de recouvrement et d'imposition.

1.3.3.3. Remettre en ordre et établir des taxes de privilèges applicables à la liquidation des différents minerais.

1.3.3.4. Réviser et régulariser les conventions de privilèges spécifiques pour chacun des minerais stratégiques.

1.3.4. Etablir des mécanismes de contrôle pour la commercialisation des minerais stratégiques.

1.3.4.1. Créer des entités d'Etat pour la commercialisation des minerais stratégiques.

1.3.4.2. Etablir des mécanismes transparents pour la valorisation des minerais stratégiques.

1.3.5. Renforcer et approfondir les accords financiers avec les associés stratégiques.

1.3.5.1. Maintenir et développer le Fonds Conjoint Chinois-Vénézuélien. Le Fonds Conjoint Chinois-Vénézuélien a été un extraordinaire mécanisme de financement pour l'Etat vénézuélien, puisque c'est une structure de coopération bilatérale entre les gouvernements de la République Bolivarienne du Venezuela et la République Populaire de Chine, au moyen de laquelle on reçoit d'importantes ressources financières, qui ensuite sont remboursées à travers la livraison de brut et de produits.

Cet outil a permis au pays de consolider une nouvelle géopolitique , basée sur la diversification des marchés . A son tour, ce mécanisme permet de dégager des ressources affectées directement au développement du pays : exécution d'infrastructures d'intérêt national, mesures en faveur de la petite et moyenne industrie, renforcement des

chaînes de production et de l'infrastructure de soutien à la croissance économique.

Ce Fonds Conjoint a été structuré financièrement dans des conditions hautement bénéfiques pour le pays en comparaison de la réalité des marchés financiers internationaux, maximisant l'utilisation des recettes énergétiques et réussissant à maintenir l'équilibre des dépenses.

A la fin de 2011, la République a reçu un total de 32 000 MM\$ au moyen de ce mécanisme et avec ceux qui se sont développés et se développent.

Projets d'infrastructure tels que trains, autoroutes, ports maritimes et réseaux de communication.

Projets de développement social tels que habitations, hôpitaux et centres médicaux.

Projets de développement énergétique tels que raffineries, usines de production de gaz naturel, de pipelines et de gazoducs, usines de gaz liquide, projets d'extraction, transport et commercialisation du charbon.

Projets de transport de brut et de produits secondaires, et de construction de bateaux-citernes.

Projets industriels tels que construction de bateaux marchands, entreprises en rapport avec le gaz naturel, la fabrication de fertilisants et usines de produits chimiques.

Projets pour l'industrie automobile.

Projets agro-industriels, entreprises pour l'assemblage de produits de haute technologie, entreprises de services pour l'industrie pétrolière, usines de fabrication d'acier et d'aluminium et compagnies minières.

Cette politique du gouvernement Bolivarien a permis de nous rendre indépendants des organismes financiers multilatéraux comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

Avec cette initiative, nous avons récupéré l'autonomie économique, la flexibilité dans les négociations et la souveraineté nationale pour pouvoir établir des relations avec d'autres sources non traditionnelles de financement.

1.3.5.2. Promouvoir la création de mécanismes de financement comme celui du Fonds Conjoint Chino-vénézuélien.

1.3.5.3. Promouvoir la constitution de fidéicommissions pour financer des projets d'infrastructures.

1.3.6. Maintenir et consolider les accords de coopération et de complémentarité avec les pays alliés.

1.3.6.1. Fortifier et amplifier les accords de coopération énergétique (CCE).

Les CCE sont une proposition du Gouvernement Bolivarien pour matérialiser l'union énergétique des peuples. C'est un outil géopolitique qui permet d'utiliser les ressources énergétiques pour favoriser l'établissement de relations plus justes, plus solidaires et plus efficaces dans la lutte contre la pauvreté en réduisant les disparités économiques et

sociales.

Les CCE fonctionnent sur les principes d'intégration énergétique, de solidarité, de complémentarité, de commerce juste, elles fournissent les investissements en Amérique Latine avec un traitement spécial pour chaque nation selon ses capacités.

Ces initiatives ont toutes pour but historique et fondamental d'unir les possibilités et les forces des pays membres pour définir ensemble les grandes lignes d'action politique commune entre états qui partagent une même vision de l'exercice de la souveraineté, en développant chacun sa propre identité.

Dans les principaux accords énergétiques, on trouve : l'Argentine, l'Uruguay, le Nicaragua et Cuba, lesquels ont fourni, en paiement de leur facture pétrolière, des biens et des services nécessaires pour le développement social et intégral de notre pays, tels que produits agricoles, machines, usines électriques, services de santé, équipes médicales et autres...

1.3.6.2. Renforcement des accords dans le cadre de Petrocaribe.

L'accord de coopération énergétique Petrocaribe fut signé entre 14 nations de la région des Caraïbes dans le but de résoudre les différences dans l'accès aux ressources énergétiques par la voie d'un nouveau schéma d'échange commercial favorable, équitable et juste, entre les pays de la région caribéenne.

Petrocaribe est conçu comme une alliance capable d'assurer la coordination et l'articulation des politiques énergétiques, de la coopération technologique, de formation de développement d'infrastructures énergétiques, de même que l'exploitation de ressources alternatives. Son objectif fondamental est de contribuer à la sécurité énergétique, au développement socio-économique et à l'intégration des pays des Caraïbes et de l'Amérique Centrale par l'emploi souverain des ressources énergétiques.

A la fin de l'année 2011, cet important mécanisme d'intégration et de coopération compte 18 nations signataires.

1.3.6.3. Renforcement de l'ALBA.

1.3.7. Planifier et établir les mécanismes nouveaux et efficaces dans le but de promouvoir la participation populaire aux revenus du pétrole, moyennant l'investissement et l'épargne.

1.3.7.1. Fortifier et amplifier les nouveaux mécanismes d'épargne de la population vénézuélienne tels que le Fonds d'Epargne National de la Classe Ouvrière et Fonds d'Epargne Populaire.

OBJECTIF NATIONAL.

1.4. Obtenir la souveraineté alimentaire pour garantir le droit sacré de notre peuple à l'alimentation.

Développer notre potentiel de production agricole : 3 665 780 ha très fertiles, pour la production de légumes, 12 830 230 ha peu fertiles pour la production de légumes et les pâturages et 27 493 350 ha pour pâturages et forêts.

Les inventaires de terres agricoles réalisés dans le pays ont montré que nous disposions d'environ 2% du territoire national sans problèmes climatiques concernant le sol ,

d'arrosage ou de conditions topographiques défavorables .

Nous avons aussi conclu que si nous appliquions massivement les technologies que nous avons développées pour nos agriculteurs et nos centres de recherche, nous pourrions arriver à 4% qui pourraient être utilisés pour une large gamme d'emplois agricoles (nombreuses cultures alimentaires, pâturages ou forêts). 14% pour un nombre limité de cultures (alimentaires, pâturages ou forêts qui résistent au bas niveau de fertilité, à la sécheresse ou à l'excès d'humidité) 30% pour des cultures, pâturages ou forêts très résistantes pour les terres très peu fertiles, très sèches ou inondées et le reste du territoire constituerait une couverture naturelle de bois ou de savane à des fins de conservation, de protection ou prestation de services environnementaux comme la production d'eau ou la biodiversité.

Ces chiffres qui peuvent être atteints, comparés avec les populations prévues dans les prochaines décennies, nous indiquent que nous avons suffisamment de terres pour nos besoins alimentaires et nos besoins en services environnementaux si nous les utilisons rationnellement.

Dans le cadre de la Grande Mission Agro-vénézuélienne qui a enregistré 684 883 producteurs dans tout le pays, nous pouvons obtenir suffisamment d'aliments pour nourrir le pays, en particulier en ce qui concerne les céréales, les légumineuses, les racines et les tubercules, les arbres fruitiers , les légumes, la viande bovine , les volailles, les cochons, les œufs et le lait de même que la pêche en mer et en rivière et l' aquaculture, augmentant la disponibilité quotidienne par habitant d'énergie, de protéines, de graisses, des hydrates de carbone d'origine nationale, jusqu'à 90% des besoins nutritionnels des Vénézuéliens avec des excédants en ce qui concerne les céréales, es fruits et les cultures tropicales pour l'exportation.

Système d'arrosage	Zone arrosée Année 2012 (ha)	Zone arrosée Année 2019 (ha)	% augmentation
Rio Guarico	32000	38000	19,00%
Rio Tiznados	3000	32000	967,00%
José Ignacio de Abreu e Lima	1400	35000	2400,00%
Las Majaguas	21450	26000	21,00%
Plateau de Maracaibo	2600	20000	669,00%
Vallée de Quibor	1200	26000	2000,00%
Moyens et petits systèmes d'arrosage	116685	361723	210,00%
TOTAL NATIONAL	178335	538723	202,00%

OBJECTIFS STRATEGIQUES ET OBJECTIFS GENERAUX.

- 1.4.1. Eliminer définitivement le latifundio (grandes propriétés). Réaliser un processus d'organisation et de zonification agro-écologique en tenant compte des possibilités d'utilisation de la terre et créer un système de cadastre rural pour garantir le juste accès et l'utilisation rationnelle des

ressources du sol.

1.4.1.1. Accroître la surface cultivée pour les végétaux de cycle court d'au moins 42% , passant ainsi de 2,88MMd'ha à 4,12MM d'ha annuels à la fin de la période.

1.4.1.2. Augmenter la surface agricole irriguée de 178 000 ha jusqu'à 538 000 ha irrigués en 2019, ce qui représente une augmentation de 202%.

1.4.2. Accélérer la démocratisation de l'accès , pour les paysans, les producteurs et les différentes collectivités et entreprises socialistes, aux ressources nécessaires (terres, eau, arrosage, semences et capitaux) pour la production, en encourageant leur utilisation rationnelle et soutenable.

1.4.2.1. Incorporer au parc de machines agricoles , en privilégiant l'organisation collective de leur utilisation, 110 000 tracteurs, 30 000 moissonneuses, 400 000 instruments d'ensemencement sur la base du développement national de l'industrie d'assemblage et de la fabrication.

1.4.2.2. Renforcer les programmes de viabilité (entretien et création de nouvelles routes) et électrification des campagnes avec la création de brigades et d'unités de mécanisation routière par la Milice Nationale Bolivarienne, les Conseils Communaux et Paysans, les réseaux de producteurs libres et associés, les mairies, les gouvernements et l'Institut National de Développement Rural.

1.4.3. Mettre en place un ensemble de politiques publiques de soutien à la production, organiser le secteur rural et faire participer le pouvoir populaire paysan à la planification. Accroissement de l'investissement de l'Etat et de la banque privée sous la direction du Gouvernement Bolivarien en ce qui concerne le développement rural intégral par des travaux d'infrastructure et par le financement des petits et moyens producteurs ; développement de projets de production d'aliments et développement scientifique et technologique. De même que l'investissement en sciences et technologie et consolidation des systèmes de production agro-industriels socialistes. Accès aux ressources phyto-génétiques et zoo-génétiques adaptées aux conditions tropicales . Développement de la pêche par la modernisation de la flotte et de l'infrastructure des pêcheries maritimes et fluviales et production locale de matières premières pour la production agricole de fertilisants, produits pour la protection des cultures , additifs, médicaments vétérinaires, aliments et vitamines pour les animaux, par l'emploi de la technologie de pointe pour la protection du milieu physique naturel.

1.4.3.1. Augmentation de la production nationale d'aliments (légumes, troupeaux et aquaculture) de 45% passant de 29,4 MM de tonnes jusqu'à 42,7 MM de tonnes par an.

1.4.3.2. Augmenter la production de céréales d'au moins 70% en passant de 5,13 MM de tonnes à 8,73 MM de tonnes par an.

1.4.3.3. Augmentation de la production de légumineuses (65%), d'oléagineux (73%) , des cultures tropicales : café, cacao, 46% ; produits maraîchers (40%) .

1.4.3.4. Augmentation de 38% de la production animale , de 5,32 MM de tonnes à 7,35 MM de tonnes par an.

1.4.3.5. Accroissement d'au moins 45% de la production de bovins , 43% celle des cochons, 45% celle des volailles, 44% celle d'oeufs pour la consommation.

1.4.4. Renforcer l'infrastructure, le développement et le fonctionnement

des grands pôles socialistes de productions primaires agro-pastorales et les grands Systèmes d'Arrosage sous la gestion d'entreprises socialistes privilégiant l'intégration des processus productifs à l'échelle industrielle.

1.4.4.1. Progresser dans le Projet de Développement Rural Intégral du Delta de l'Orénoque dans les Iles Cocuina, Manamito et Guara, dans les états Delta, Amacuro et Monagas.

1.4.4.2. Progresser dans le Projet Intégral de Développement Agraire Socialiste Piritu-Becerra dans l'état Guarico.

1.4.4.3. Initier le Projet Socialiste de Développement Agraire de l'axe Elorza-Mantecal dans l'état d'Apure.

1.4.4.4. Initier le projet de l'axe de développement agro-écologique socialiste « Llano Alto » dans les états de Barinas et Trujillo.

1.4.4.5. Initier le plan pour le développement agricole intégral de la municipalité de Guanarito dans les états de Portuguesa, Barinas et Cojedes.

1.4.4.6. Mettre en place le Projet de Développement Intégral Socialiste de l'axe Paguey-Santo Domingo, municipalité de Barinas, état de Barinas.

1.4.4.7. Mettre en place le Projet Intégral de Développement Agraire Socialiste dans la Région d'Influence de l'Axe Biruaca Achaguas dans les états d'Apure et Guarico.

1.4.5. Consolider les réseaux de production et de distribution des produits de consommation directe et du système agro-industriel.

1.4.5.1. Initier la construction d'une usine de production de lait de vache « Dabajuro » dans l'état de Flacon .

1.4.5.2. Construire et mettre en marche l'abattoir frigorifique Mantecal dans l'état d'Apure.

1.4.5.3. Construire et mettre en marche un abattoir frigorifique dans la municipalité de Liberta de l'état d'Anzoategui.

1.4.5.4. Achever le projet de magasinage de céréales et d'oléagineux du complexe agro-industriel Vuelvan Caras de l'état de Portuguesa.

1.4.5.5. Commencer la construction d'entrepôts de semences dans les états de Portuguesa, Carabobo et Lara.

(graphique)

PRODUCTION AGRICOLE NATIONALE DE TROUPEAUX POUR LA VIANDE 1998-2019 en tonnes

Production	1998	2006	2011	2012	2016	2019
Tonnes	17160577	22406538	23841179	29434495	37370958	42702833

PRODUCTION AGRICOLE NATIONALE DE TROUPEAUX DE VACHES LAITIÈRES 1998-2019 en tonnes

Production	1998	2006	2011	2012	2016	2019
Tonnes	2133160	4044018	3454442	5130753	7512792	8734004

(traduction Gaston Lopez)